(Traduction)

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE SAINT-LAURENT—OBSTRUCTION POSSIBLE AUX
EXPÉDITIONS DE BLÉ VERS LA RUSSIE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Commerce. Vu les mesures prises par les débardeurs des États-Unis en vue de faire obstruction aux expéditions de blé américain à la Russie et vu les rapports étroits qu'entretiennent les débardeurs et le syndicat international des gens de mer, tant aux États-Unis qu'au Canada, le gouvernement envisage-t-il de prendre les dispositions nécessaires pour que les expéditions de blé canadien à la Russie ne soient pas entravées sur la partie canadienne du Saint-Laurent, lorsque la navigation reprendra?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'est évidemment pas en mesure de fournir une telle assurance. Toutefois, nous n'avons aucune raison de prévoir de difficultés.

LES SYNDICATS MARITIMES—QUESTION AU SUJET
D'UN CERTAIN QUESTIONNAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): J'aimerais profiter de cette occasion pour répondre à certaines questions posées par le chef de l'opposition, la semaine dernière, au sujet du conseil de tutelle du Syndicat des transports maritimes et d'un certain questionnaire. Depuis qu'on a posé la question, je me suis renseigné auprès des membres du conseil et on m'informe qu'aucun questionnaire n'a été envoyé aux marins. On a interviewé un petit nombre de marins pour avoir une idée de ce que pourrait comporter un questionnaire. On me dit que c'est la façon ordinaire de procéder avant de commencer une telle enquête. Les membres du conseil d'administration ont dit qu'ils n'avaient pas l'intention de révéler la teneur de tout questionnaire avant la tenue de l'enquête parce qu'à leur point de vue, ce pourrait nuire à sa valeur, et pour eux et pour les marins. Les administrateurs m'ont également déclaré qu'aucun autre syndicat n'avait obtenu le moindre renseignement au sujet de l'identité des marins.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Serait-ce pure coïncidence que tout de suite après que ces questions furent posées, un syndicat a cherché à inciter des marins à changer de syndicat? S'agit-il d'une pure coïncidence?

L'hon. M. MacEachen: Les administrateurs m'ont informé qu'aucun autre syndicat ouvrier n'avait obtenu le moindre renseignement à l'égard des listes de marins.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Puis-je demander au ministre du Travail quand il prévoit déposer le rapport que le conseil de tutelle des syndicats maritimes est tenu de présenter en vertu de la loi?

L'hon. M. MacEachen: J'ai fait savoir au chef de l'opposition, la semaine dernière, que ce rapport serait déposé bientôt. On m'a informé que les membres du conseil de tutelle ont commencé à rédiger le rapport et dès que je l'aurai, je le déposerai sur le Bureau.

LES PENSIONS

NOUVELLE ÉTUDE DU PROGRAMME AVANT SON
EXAMEN À LA CHAMBRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. W. Prittie (Burnaby-Richmond): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre au sujet du régime de pensions canadien. Ce régime fera-t-il l'objet d'une étude au cours d'une nouvelle conférence fédérale-provinciale, comme l'a proposé le premier ministre M. Lesage, samedi, à Toronto, ou bien le bill suivra-t-il son cours à la Chambre avant que se tienne la conférence, à la fin de mars?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je répète ce que j'ai dit à ce sujet samedi; j'espère que nous pourrions présenter le bill et lui faire suivre son cours d'ici une semaine ou deux et, comme la conférence doit se tenir le 31 mars, j'ose croire que la Chambre aura été saisie du bill avant que la conférence reprenne ses délibérations.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Comme je suis en faveur d'un régime de pensions à participation, d'un régime complet, je me demande si le premier ministre consentirait, avant que le bill subisse la deuxième lecture, à présenter l'avant-projet à la Chambre et à le soumettre à un comité, où l'on pourrait entendre avis et instances; ainsi le bill ne courrait pas le risque d'être rédigé au petit bonheur et refléterait vraiment l'opinion de l'ensemble des Canadiens.

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, je peux assurer au très honorable représentant que ce bill ne sera pas élaboré à l'aveuglette. Le principe dont il s'inspire a déjà été examiné au cours de réunions tenues avec les provinces. Pour ce qui est de la recommandation du très honorable représentant relativement à la procédure à adopter, j'en tiendrai compte très volontiers.